

Convention collective

IDCC : 1885 | **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES**

**(Côte-d'Or)**

**(1<sup>er</sup> septembre 1995)**

*(Bulletin officiel n° 1996-2 bis)*

*(Étendue par arrêté du 13 mai 1996,*

*Journal officiel du 23 mai 1996)*

## **Avenant n° 2022-01 du 25 mars 2022**

relatif aux salaires 2022 (Côte-d'Or)

NOR : ASET2250534M

IDCC : 1885

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UIMM Côte-d'Or,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**UNSA ;**

**CFDT Côte-d'Or ;**

**CFE-CGC Côte-d'Or**

**FO Côte-d'Or**

**CGT Côte d'Or,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit dans le cadre de la négociation annuelle pour l'année 2022 portant sur les salaires dans les industries de la métallurgie de Côte-d'Or.

### **Article 1<sup>er</sup> | Rémunérations minimales garanties annuelles (RMGA)**

Il est institué, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, un barème des rémunérations minimales garanties annuelles définies à l'article 39.4 de la convention collective ci-dessus désignée.

Les rémunérations minimales garanties annuelles sont fixées pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Ce barème figure en annexe 1.

Il est rappelé que, conformément à l'article 39.4 de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Côte-d'Or, il sera tenu compte, pour l'application des rémunérations minimales garanties annuelles, « de l'ensemble des éléments bruts de salaires quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figu-



rant sur le bulletin de paye mensuel et supportant les cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue à l'article 39.3 de la présente convention ;
- majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- indemnisation de l'astreinte ;
- versement régularisateur éventuellement dû au titre de l'année antérieure.

En application de ce principe, sont exclus de l'assiette de vérification :

- les sommes découlant de la législation sur l'intéressement et sur la participation et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale ».

## **Article 2 | Rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) et valeur de point (VP)**

La valeur du point est fixée à 5,15 € à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022.

Le barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) définies à l'article 39.2 de la convention collective ci-dessus désignée pour les ouvriers, les administratifs, les techniciens et les agents de maîtrise des entreprises entrant dans son champ d'application, est applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 pour un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif.

Ce barème figure en annexe 2.

Il est rappelé que les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servent notamment de base de calcul à la prime d'ancienneté définie à l'article 39.3.

## **Article 3 | Indemnité de panier**

Les parties tiennent à rappeler les stipulations de l'article 39.8 de la convention collective, qui prévoit expressément que :

« Le personnel dont l'amplitude de travail est au moins égale à sept heures trente minutes dans un horaire tel que défini à l'article 34.1 bénéficie d'une indemnité de panier égale au double du montant horaire du minimum garanti institué par la loi du 2 janvier 1970.

La même indemnité est accordée au salarié qui, après avoir effectué dans la journée son horaire normal de travail, effectue exceptionnellement après vingt et une heures au moins quatre heures de travail ».

Les parties tiennent également à rappeler que conformément aux dispositions de l'article L. 3231-12 du code du travail, le minimum garanti visé à l'article 39.8 susvisé est déterminé par décret pris par les pouvoirs publics.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, le minimum garanti est fixé à 3,76 € en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon. En conséquence, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, le montant de l'indemnité de panier visée à l'article 39.8 susmentionné s'élève à 7,52 €.

## **Article 4 | Entreprises de moins de 50 salariés**

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir des stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail. En effet, les rémunérations minimales et l'assiette de calcul de la prime d'ancienneté sont déterminées en fonction de la classification, sans distinction selon l'effectif des entreprises.



## **Article 5 | Suivi**

La fixation du barème des RMGA tient compte tant de la situation économique à laquelle se trouvent confrontées les entreprises de la branche à la date de signature du présent avenant que des perspectives de celle-ci pour l'année 2022. En conséquence, si le salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) venait à augmenter d'ici la fin de l'année 2022, les partenaires sociaux conviendront de se rencontrer à nouveau pour réexaminer le barème des RMGA dans un délai raisonnable.

## **Article 6 | Notification et formalités de dépôt**

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour notification à chacune des organisations représentatives et dépôt dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires du code du travail.

## **Article 7 | Extension**

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension formée dans les meilleurs délais par l'UIMM Côte-d'Or, qui tiendra les organisations représentatives informées de l'état d'avancement de cette demande ainsi que de la décision des services centraux du ministre chargé du travail.

*Fait à Dijon, le 25 mars 2022.*

(Suivent les signatures.)



## Annexe 1

### Barème des rémunérations minimales garanties annuelles brutes (RMGA) des ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise

Pour un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif.

Valeur en euros au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

(En euros.)

Niveau	Échelons	Coefficients	Filières			
			Ouvriers	Administratifs et techniciens	Agents de maîtrise	Agents de maîtrise d'atelier
I	1	140	19 328	19 328		
	2	145	19 351	19 351		
	3	155	19 392	19 392		
II	1	170	19 429	19 429		
	2	180		19 541		
	3	190	19 787	19 787		
III	1	215	20 267	20 267	20 267	20 267
	2	225		20 779		
	3	240	21 460	21 460	21 460	21 460
IV	1	255	22 666	22 666	22 666	22 666
	2	270	23 726	23 726		
	3	285	24 906	24 906	24 906	24 906
V	1	305		26 779	26 779	26 779
	2	335		28 641	28 641	28 641
	3	365		31 330	31 330	31 330
	3	395		32 515	32 515	32 515



Annexe 2

Barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) des ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise

Pour un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif.

Valeur applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022.

Valeur du point : 5,15 €.

(En euros.)

Niv.	Éch.	Coef.	Adm. et tech.	Ouvriers				Agents de maîtrise		Agents de maîtrise d'atelier		
				Catég.	RMH	Maj. 5 %	Total RMH	Catég.	RMH	RMH	Maj. 7 %	Total RMH
I	1	140	721,00	0.1	721,00	36,05	757,05					
	2	145	746,75	0.2	746,75	37,34	784,09					
	3	155	798,25	0.3	798,25	39,91	838,16					
II	1	170	875,50	P.1	875,50	43,78	919,28					
	2	180	927,00		927,00	46,35	973,35					
	3	190	978,50	P.2	978,50	48,93	1 027,43					
III	1	215	1 107,25	P.3	1 107,25	55,36	1 162,61	AM1		1 107,25	77,51	1 184,76
	2	225	1 158,75		1 158,75	57,94	1 216,69			1 158,75		
	3	240	1 236,00	TA.1	1 236,00	61,80	1 297,80	AM2		1 236,00	86,52	1 322,52



Niv.	Éch.	Coef.	Adm. et tech.		Ouvriers				Agents de maîtrise		Agents de maîtrise d'atelier		
			RMH	Catég.	RMH	Maj. 5 %	Total RMH	Catég.	RMH	RMH	RMH	Maj. 7 %	Total RMH
IV	1	255	1 313,25	TA.2	1 313,25	65,66	1 378,91	AM3	1 313,25	1 313,25	1 313,25	91,93	1 405,18
	2	270	1 390,50	TA.3	1 390,50	69,53	1 460,03		1 390,50	1 390,50	1 390,50		
	3	285	1 467,75	TA.4	1 467,75	73,39	1 541,14	AM4	1 467,75	1 467,75	1 467,75	102,74	1 570,49
V	1	305	1 570,75					AM5	1 570,75	1 570,75	1 570,75	109,95	1 680,70
	2	335	1 725,25					AM6	1 725,25	1 725,25	1 725,25	120,77	1 846,02
	3	365	1 879,75					AM7	1 879,75	1 879,75	1 879,75	131,58	2 011,33
		395	2 034,25						2 034,25	2 034,25	2 034,25	142,40	2 176,65
Note : pour chacune des filières administratifs et techniciens, ouvriers, agents de maîtrise et agents de maîtrise d'atelier, les RMH à retenir pour servir de base de calcul à la prime d'ancienneté sont celles apparaissant en gras.													